Institut de Formation en Alphabétisation et Education non Formelle

IFEANF

Cours de L1 à Master
Niamey, 4-8.01.2016

(Ahlin Byll-Cataria)

UE 15 Problématique actuelle de l'éducation

308 Démocratie, citoyenneté et culture de la paix

Observations générales

Ce document n'est pas un document de cours à proprement parler. C'est avant tout un aide-mémoire qui reprend dans ses grandes lignes le contenu des discussions que j'ai animées avec les étudiants. Pour qu'il soit bien utilisé, il faudrait qu'il soit complété par les notes que les participants au cours ont prises eux-mêmes.

Fil conducteur/approche méthodologique du cours

Observations générales et principes

Il y a 20-25 ans, l'enseignement dispensé à l'université reposait encore beaucoup, entre autres, sur la recherche menée en bibliothèque par les profs et l'analyse des contenus d'ouvrages spécialisés, le tout complété par les travaux et les réflexions personnelles des enseignants. Tout cela débouchait sur l'extraction de la « substance » qui allait constituer l'essence même des cours.

Aujourd'hui, avec les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, il n'est plus nécessaire d'avoir la même approche, parce que tout, ou du moins l'essentiel, est disponible sur Internet.

Pour ces trois thèmes, ce qui me paraît important, ce n'est pas tant ce que les autres ont écrit et publié, ou ce que je vais vous dire, mais plutôt ce que vous pensez et ce que vous retiendrez comme essentiel et fondamental pour vous d'ici une semaine, car ce que les autres ont écrit et ce que je dis, vous les oublierez vite.

C'est important d'explorer ces thèmes et leur évolution à travers l'histoire de l'humanité, mais c'est surtout important de les analyser au regard de l'histoire et du contexte africains en général, et nigériens en particulier.

Ce qui me paraît fondamental dans mon rôle en tant qu'intervenant, ce n'est pas tant le contenu de mon enseignement en termes de référence bibliographique – car je n'invente rien ; j'exploite ce qui est mis à disposition de tous sur la toile – que l'utilisation que j'en fais avec vous.

Ce qui est fondamental, c'est donc le travail de construction commune que je ferai avec vous à partir de ce que vous savez déjà, de ce que j'ai accumulé comme savoirs/connaissances, et à partir des questionnements et réflexions que je suscite en vous et des réponses que nous apporterons ensemble.

Mais, avant de commencer à réfléchir ensemble sur la Problématique actuelle de l'éducation, avec comme thèmes principaux Démocratie, Citoyenneté et Culture de Paix, il est très important qu'en tant que groupe nous nous posions les questions suivantes :

QUI SOMMES-NOUS ?

D'ÒU VENONS-NOUS ?

OÙ EN SOMMES-NOUS ?

OÙ ALLONS-NOUS/VOULONS-NOUS ALLER ?

Qui sommes-nous ?

Nous : en tant qu'étudiants ? Futurs cadres du Ministère de l'éducation nationale ? Spécialistes d'alphabétisation et d'éducation non formelle ? Educateurs ? Formateurs ? Nigériens ? Citoyens du Niger ? Hommes-Femmes ? Jeunes ? Africains ? Référence à notre culture ? En tant que groupe dans cette salle ?

D'où venons-nous ?

Quelle est notre histoire personnelle ? Notre parcours de vie ? Nos trajectoires individuelles ou de groupe ? Quelle est l'histoire de nos communautés respectives ? de notre pays, etc… ?

En quoi est-ce que cela influence ou pas notre réalité actuelle ou la perception que nous avons de cette réalité ?

Où en sommes-nous ?

Comment percevons-nous et apprécions-nous notre réalité actuelle, que cela soit au niveau de ce qui nous concerne individuellement ou de ce qui nous concerne en tant que groupe, communauté ou société dans son ensemble ?

Comment analysons-nous les enjeux et les défis de développement auxquels nos communautés et notre pays sont actuellement confrontés ?

Où allons-nous/voulons-nous aller ?

Quelles sont nos aspirations en tant qu'individus, communautés et société ? Avons-nous une vision commune du futur et des valeurs partagées ?

Comment apprécions-nous l'évolution actuelle de la situation en Afrique, dans notre pays, en termes de dynamique de développement, de promotion de la démocratie, de la citoyenneté et de la culture de paix ?

Afin de connaître un peu la composition du groupe d'étudiants et ses attentes, nous avons fait un tour de table qui a permis à chacun et chacune de prendre la parole et de faire part de son parcours de vie et de ses attentes par rapport au séminaire de cette semaine.

Ce qui est ressorti de ce tour de table, c'est surtout la diversité des lieux d'origine ou de service (Zinder, Madaoua, Noga, Loga, Tillabéry, Dosso, Dogondoutchi, Madarounfa, Mayayi, Mirriah, Magaria, Tessaoua, Tahoua, Agadez, Tchintabaraden, Arlit, Tchirozerine, Filingué, Niamey, Say, Maradi , Dakoro, Walam, Kolo, Kantche), de formation, de profils et d'expérience professionnelle (cycle moyen du CFCA, cycle de conseillers et d'inspecteurs, linguistique, sociologie ; agents d'alphabétisation, conseillers pédagogiques, inspecteurs, gouvernance et développement local, direction nationale de la documentation pédagogique, suivi-évaluation au niveau de la DGAENF, IFADEM Niger, Ecole Normale, IFAENF), de langues parlées au Niger et de cultures.

Cette diversité est non seulement une grande richesse à exploiter pour la réflexion que suscitent les trois thèmes du cours, mais aussi pour le développement et le renforcement des compétences des cadres d'alphabétisation et d'éducation non formelledu Niger. En effet, non seulement le parcours personnel et professionnel des membres du groupe facilite la prise en compte des réalités sociales, économiques et culturelles des différentes régions du pays, mais il permet aussi, dans le cadre du cours, d'orienter le contenu vers des réponses qui correspondent aux besoins professionnels du groupe.

Quant aux attentes exprimées par les étudiants, elles se résument comme suit :

- Comment promouvoir le développement du Niger dans un contexte d'analphabétisme prononcé ?
- Comment faire face aux problèmes de valeurs, de conflits ? Quel apport de l'éducation ?
- Comment l'éducation contribue à libérer les gens ?
- Comprendre les mécanismes/questions de développement, notamment où se prennent les décisions.
- Tirer profit de l'expérience du formateur.

Compte-rendu des discussions sur « Qui sommes-nous, d'où venons-nous, où en sommes-nous, où allons-nous/voulons aller ? »

Qui sommes-nous ?

- Des éducateurs
- Des adultes en formation
- Des personnes responsables
- Des apprenants
- Des étudiants
- Des facilitateurs, animateurs
- Des personnes ayant des expériences et des vécus
- Des concepteurs
- Des administrateurs
- Des citoyens
- Des nigériens
- Des promoteurs de paix
- Des personnes venant de divers horizons (diverses cultures, ethnies, diverses visions du monde, diverses pensées et façons de voir les choses, diverses expériences, divers comportements et attitudes)
- Nous avons une religion commune – à une différence près - et des valeurs spirituelles communes.
- Nous avons des ambitions et des aspirations individuelles.
- Des convictions et choix politiques divers.
- Notre religion et notre éducation familiale nous ont inculqué une idée de paix.
- Nous avons la capacité de nous comprendre au-delà des différences idéologiques et politiques.
- Nous appartenons à une administration, avec des modes de fonctionnement définis.
- Grâce à nos valeurs communes et à certaines pratiques culturelles (telle que la parenté à plaisanterie), nous nous acceptons les uns les autres.
- Nous avons beaucoup de choses en commun et peu de choses divergentes.
- Avec les mariages mixtes, les ethnies ne sont pas campées sur elles-mêmes.
- La mobilité géographique et nos traditions culturelles font de nous des personnes accueillantes.
- Nous nous connaissons mutuellement.
- Nous pouvons vivre en paix parce que nous avons plus de choses en commun que de divergences.
- Nous avons un passé historique sur lequel nous avons pu construire la paix (Par exemple, les relations Zarma-Touareg, Gourmantche-Touareg.
- Nous avons une histoire commune qui peut nous instruire. D'où la nécessité de connaître l'histoire.
- Nous avons nos blessures aussi.

D’où venons-nous-nous ?

- De villages et de campements de différentes régions du pays.
- Avec une éducation du terroir.
- Nous venons de communautés qui ne connaissent pas toutes l’école et l’éducation occidentale.
- D’où les conflits tradition-modernité.
- Nous sommes tous du Niger, pays pauvre. La pauvreté et la richesse peuvent être sources de conflits.
- Nous sommes tous issus du secteur de l’éducation, en majorité des inspections d’alphabétisation.
- Nous devons approfondir nos connaissances dans les langues nationales, afin de retourner au niveau des campements pour aider les gens. C’est notre mission à nous qui avons eu la chance d’aller à l’école.

Où en sommes ?

- Plus de vingt ans de régime démocratique.
- Il y a le pluralisme politique et la liberté d’expression, avec la possibilité de se défouler.
- La liberté d’association.
- La tolérance : on s’est toujours pardonné.
- Participation du peuple aux prises de décision.
- Les décideurs piétinent parfois les règles de la démocratie, provoquant ainsi l’intervention de l’armée.
- Il y a une pluralité de médias.
- Il y a une tension latente (politique, ethnique), qui ne dit pas son nom.
- Des considérations ethniques et régionalistes.
- Il y a des frustrations latentes.
- Les hommes politiques sont pris en otage par les militaires.
- Il y a une participation citoyenne, même si le peuple n’est pas toujours écouté, la redevabilité.
- Il y a néanmoins un embrigadement du peuple, une manipulation de l’esprit du peuple, au lieu de s’attaquer aux vrais problèmes du peuple.
- A signaler un problème de faiblesse de la culture éducative par rapport au pluralisme politique.
- Des partis politiques créés sur des bases régionalistes.
- Le contexte actuel est préoccupant par rapport aux élections à venir.
- Il y a une peur de conflits pouvant compromettre tout ce qui a été réalisé.
- Il y a un abus des avantages de la démocratie.
- La plupart des politiciens ne cherchent que leurs propres intérêts. Des intérêts partisans.
- Il y a un problème de pauvreté, d’inégalités, des frustrations.
- Il y a une jeunesse désoeuvrée, sans avenir.

Où allons-nous/voulons-nous aller ?

- Une éducation de qualité pour une véritable culture de paix, pour que chaque citoyen s'approprie ses devoirs avant ses droits.
- Tendre vers la paix, grâce à la liberté d'expression et d'association que nous connaissons aujourd'hui.
- Nous sommes tous citoyens d'un même pays, des acteurs intervenant dans le même secteur pour changer la donne. Nous avons des devoirs et un engagement. Comment pouvons-nous contribuer à la paix ?
- Respect du bien commun, tolérance, bonne gouvernance. L'esprit de tolérance ne prévaut plus chez les jeunes. Il n'y a pas de débats d'idées aujourd'hui. Nous devons interroger notre éducation dans la cellule familiale.
- Avec la situation actuelle, nous allons de la démocratie vers la dictature, et de la démocratie vers l'anarchie. Est-ce que les gens qui représentent le peuple font réellement ce que demande le peuple ?
- Les gens sont arrêtés à cause de leurs opinions.
- Il y a la liberté d'expression, mais des limites à respecter.
- En tant que cadres de l'éducation, nous voulons avoir les bagages nécessaires pour intervenir au niveau des communautés, les sensibiliser dans l'optique d'un changement de comportement.
- On va à des élections qui suscitent beaucoup de questions : changement de régime, conflits à éviter, valeurs à préserver, etc…
- Il y a une grande capacité de tolérance au Niger, qu'il faut préserver pour les élections.
- Démocratie : avons-nous fréquenté une école de la démocratie ? Il n'y a pas d'école de la démocratie.
- Peut-on apprendre la démocratie ? Cela peut-il être enseigné à l'école ?
- La culture de paix est un comportement qu'il faut acquérir.
- La démocratie dans les sociétés africaines est-elle une importation de l'Europe ? La démocratie, telle que pratiquée en Europe, ne marche pas au Niger.
- Quelle contribution de l'alphabétisation à la culture de paix ?
- Lorsqu'on analyse les pratiques en cours dans les communautés (arbre à palabre, participation des femmes aux prises de décision, leur rôle dans la cohésion sociale et dans la promotion de la paix), on peut dire que la démocratie existe en Afrique.
- Il y a un travail énorme à faire face à des menaces terroristes (Boko Haram, djihadistes). Il faudrait donc œuvrer pour la culture de paix en Afrique.
- Il faudrait intégrer l'éducation à la citoyenneté dans les programmes d'éducation. Les populations ne sont pas préparées à intégrer l'éducation. Or cette dernière permet de cultiver la tolérance.

Remarques

Les réponses aux quatre questions qui ont été posées permettent de se rendre compte de la diversité des points de vue, qu'il s'agisse de convergences ou de divergences. Elles permettent aussi de se rendre compte de la complexité des choses lorsqu'il s'agit d'assurer un débat démocratique dans la société dans son ensemble, et de faire en sorte que les gens puissent exprimer leurs opinions et que ces opinions soient prises en considération. Mais, encore faut-il que les gens aient une bonne compréhension des enjeux en cours et soient en mesure de les analyser et de se prononcer. Cela pose le problème d'éducation, d'information, d'esprit critique, etc…

En outre, quand on voit le temps qu'on doit consacrer à des discussions au sein d'un petit groupe tel que le nôtre, qui est homogène en terme de niveau d'éducation et de formation, mais hétérogène en terme de parcours de vie et d'expériences personnelles, on peut se rendre compte des défis que cela représente lorsqu'il s'agit de susciter un débat démocratique au sein de communautés, de collectivités, d'associations, de partis politiques voire au sein de la société au niveau de tout un pays.

Ce qu'il faut retenir de ces discussions, c'est l'importance de la démarche, de l'approche méthodologique, de notre manière d'aborder les thèmes que nous traitons.

En effet, poser les bonnes questions, c'est déjà avoir une partie des bonnes réponses – qui se trouvent en nous, mais que nous ignorons souvent -.

Ce qui est encore plus important, c'est de prendre conscience de ce représente un groupe, une communauté, un peuple, des ressources et potentiels qu'ils contiennent et qui peuvent être sources d'énergie, de force, de levier, mais aussi de ne pas perdre de vue les faiblesses, les dangers qui nous guettent.

Qui sommes-nous ? D'où venons-non nous ? Où en sommes-nous ? Où allons-nous/voulons-nous aller ? Pourquoi ces questions ? Elles sont importantes et nous devons nous les poser chaque fois que nous entreprenons quelque chose, dans le but de maintenir une rigueur et une discipline intellectuelle, de nous ramener à la problématique principale, de garder la cohérence de notre débat, de ne pas perdre de vue ce pourquoi nous sommes là, de rester focalisés.

Sur la base de ces questions, nous pouvons nous demander quels sont les enjeux/défis actuels que nous percevons pour le développement du Niger, en matière de développement social, économique, politique, d'éducation, de démocratie, de citoyenneté et de culture de paix.

Quels sont les opportunités, les atouts, les ressources permettant de faire face à ces défis ?

Les thèmes relatifs à la démocratie, la citoyenneté et à la culture de paix étant abordés dans le contexte de la problématique actuelle de l'éducation, il conviendrait, avant d'entrer dans le vif du sujet, de passer brièvement en revue la problématique de l'éducation.

EDUCATION

Selon le philosophe allemand Kant, « l'homme ne peut devenir homme que par l'éducation ».

« On ne naît pas homme, on le devient par l'éducation ».

Etymologiquement, l'éducation est l'action de conduire, guider hors de, faire se développer.

Aujourd'hui, le terme éducation fait référence plus à :

« l'apprentissage et au développement des facultés physiques, psychiques et intellectuelles, aux moyens et résultats de cette activité de développement ».

« L'éducation humaine inclut des compétences et des éléments culturels caractéristiques du lieu géographique et de la période historique ».

Enseigner, c'est « transmettre un corpus de connaissances (savoir et savoir-faire) et de valeurs considérées comme faisant partie d'une culture commune ».

Il ne faudrait pas confondre enseignement et éducation. L'éducation correspond à la formation globale d'un individu (au niveau social, religieux, moral, technique, scientifique, etc…). L'enseignement correspond à une éducation précise, c'est-à-dire la transmission de connaissances.

Enseigner c'est éduquer, mais éduquer n'est pas forcément enseigner. L'éducation ne se limite pas à l'instruction stricto sensu (c'est-à-dire savoir et savoir-faire). « Elle vise aussi à assurer à chaque individu le développement de toutes ses capacités (physiques, intellectuelles et morales), pour affronter sa vie personnelle, la gérer en étant un citoyen responsable dans la société dans laquelle il évolue ».

Comment tout cela s'applique à la démocratie ?

DEMOCRATIE

Tout d'abord, que comprenons-nous par démocratie ?

Etymologiquement, le terme démocratie vient des mots grecs ***démos (peuple)*** et ***kratos (pouvoir)***.

La démocratie définit donc le régime politique dans lequel le peuple a le pouvoir et exerce la souveraineté. La première démocratie connue était la démocratie athénienne, impliquant une assemblée générale des citoyens.

La démocratie est « définie comme un mode d'organisation politique par lequel la souveraineté réside au niveau de l'ensemble des citoyens (sans distinction de naissance, de fortune ou de capacité), qui expriment leur volonté par le vote, selon le principe un homme ou une femme, une voix » (Wikiberal).

C'est donc un « régime politique fondé sur le principe que la souveraineté appartient à l'ensemble des citoyens, soit directement (par des référendums) soit indirectement

par l'intermédiaire de ses représentants élus. Les élections doivent se tenir au suffrage universel, de façon régulière et fréquente » (Perspective Monde, Université de Sherbrooke).

Abraham Lincoln (seizième président des Etats-Unis de 1860 à 1865) définissait ainsi la démocratie : « le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ».

La démocratie se réfère à des formes de gouvernement, mais aussi à des formes de sociétés caractérisées par la liberté et l'égalité, en référence aux dimensions culturelles, à un ensemble de valeurs, d'idéaux, de principes politiques sociaux et culturels.

L'adjectif *démocratique* qualifie le fonctionnement d'organisations sociales (associations, entreprises) caractérisées par une égalité des membres du groupe, la rotation des charges, des procédures de délibération, des votes, des élections.

De nos jours, « la démocratie suppose l'existence d'une pluralité d'options et de propositions, généralement incarnées dans des parties et des leaders ayant la liberté de s'opposer et de critiquer le gouvernement ou les autres acteurs du système politique ».

« Elle exige aussi que les grandes libertés soient reconnues : liberté d'association, d'expression et de presse. Juridiquement, une démocratie s'inscrit dans un Etat de droit, culturellement, elle nécessite une acceptation de la diversité ».

On oppose démocratie à autocratie, tyrannie, aristocratie, monarchie (NB. Il y a des monarchies parlementaires, cependant), dictature et toutes formes de pouvoir où la majorité est exclue du processus décisionnel ».

Voici les ***éléments principaux d'une démocratie moderne***

- Une constitution définissant
  - les droits et les devoirs fondamentaux des citoyens
  - les fonctions de l'état
  - les procédures pour faire les décisions politiques
- La séparation de pouvoir entre
  - le parlement (législatif)
  - le gouvernement (exécutif)
  - les tribunaux (judiciaire)

  Le point-clé d'une démocratie qui fonctionne est le contrôle d'un pouvoir par les autres
- Les droits égaux
- Le droit égal de vote (une personne, un vote)

Sur la base de ces considérations ci-dessus, quel est le regard que nous pouvons porter sur le contexte africain et sur le fonctionnement politique actuel dans nos pays, et quelles sont les implications pour nos systèmes éducatifs ?

Tout d'abord, il faudrait faire une distinction entre les principes et les faits. En effet, dans les textes fondamentaux (par exemple la constitution dans les différents pays, les différents codes, etc…), les principes démocratiques sont là. Tous les textes qui

définissent les grandes lignes de la démocratie existent. Le multipartisme existe. Ce qui pose problème, c'est plutôt les failles dans le fonctionnement de la société dans l'exercice effectif de la démocratie. Cela se reflète aussi bien dans le débat politique que dans le fonctionnement de l'administration. Ce n'est pas parce qu'il existe plusieurs partis politiques dans nos pays que nous connaissons un véritable exercice de la démocratie, même si les formes sont là et sont respectées en apparence (élections régulières, débats au parlement, etc…). En effet, combien de citoyens connaissent les règles de base d'une démocratie et sont en mesure de choisir tel ou tel parti politique parce qu'ils sont convaincus de la pertinence de son projet de société et de son programme de développement ? Combien de personnes connaissent leurs droits et leurs devoirs en tant que citoyens ? On peut poser encore d'autres questions relatives au fonctionnement démocratique, qui soulèvent celle essentielle de l'éducation à la citoyenneté et à la démocratie.

D'autre part, si nous acceptons l'idée que la démocratie se reflète aussi dans le fonctionnement d'organisations sociales et professionnelles, alors nous ferons le constat qu'il y a bel et bien un fonctionnement démocratique en Afrique, que nous retrouvons dans certaines communautés, associations, organisations socio-professionnelles, etc…

Le plus grand défi actuel de notre continent, c'est l'établissement de véritables systèmes éducatifs, favorisé par une éducation citoyenne, l'exercice de la pensée critique, et par la prise en compte et le renforcement de certains processus démocratiques qui prennent aussi leur source dans certaines traditions africaines (arbre à palabre, mouvements associatifs, proverbes, sociétés initiatiques, etc…).

CITOYENNETE

La citoyenneté, c'est le fait pour un individu, pour une famille ou pour un groupe, d'être reconnu officiellement comme citoyen, c'est-à-dire membre d'une ville ayant le statut de cité, ou plus généralement d'un état.

La citoyenneté, c'est le statut juridique qui permet à un individu de devenir citoyen. Elle donne accès à l'ensemble des droits politiques, tout en créant des devoirs, permettant de participer à la vie civique d'une société ou d'une communauté politique, par opposition au fait d'être simple résident. La citoyenneté est liée au droit de vote.

Dans une société démocratique, la citoyenneté est également l'une des composantes du lien social, notamment par l'égalité des droits qui lui est associée.

Dans la cité antique, la citoyenneté impliquait l'égalité de ceux qui ont le statut de citoyens. « Contrairement aux métèques ou aux esclaves, les citoyens participaient aux débats de l'agora et aux décisions (lois, guerres, justice, administration) et pouvaient posséder la terre ».

En France, le principe de citoyenneté a été instauré par la Révolution française après le renversement de l'Ancien Régime dans lequel les français n'étaient que des sujets de la Couronne, n'ayant aucun pouvoir sur les lois auxquelles ils étaient soumis.

NB. Les droits sont codifiés dans certains articles de la Déclaration des droits de l'homme et des citoyens de 1789.

Citoyenneté et démocratie

Etre citoyen implique que l'on fait partie d'un corps politique, un Etat, que l'on a dans ce corps politique des droits et des devoirs (payer des impôts, respecter les lois ; dans certains pays, être juré de la Cour d'assises, faire le service militaire). Les droits sont les droits de l'homme, des droits civils, politiques, sociaux.

Citoyenneté sociale

Elle correspond aux libertés fondamentales (expression, égalité devant la justice, droit de propriété).

Citoyenneté politique

Elle est fondée sur la participation politique (vote, éligibilité, accession à certaines fonctions publiques, droit d'être protégé par cet Etat à l'étranger).

Citoyenneté sociale

Elle résulte de la création de droits sociaux-économiques(droits à la santé, à la protection contre le chômage, droits syndicaux)

Valeurs attachées à la citoyenneté

Si être citoyen d'un état implique des droits et des devoirs, il y a des valeurs qui y sont attachées et qui permettent d'exercer ces droits et de s'acquitter aussi des devoirs.

Civilité

C'est l'attitude de respect à l'égard d'autres citoyens (ex. politesse), des bâtiments et lieux de l'espace public (ex. transports).

Civisme

Cela consiste à titre individuel à respecter et à faire respecter les lois et règles en vigueur, mais aussi avoir conscience de ses devoirs envers la société. Le civisme est lié à un comportement actif du citoyen dans la vie quotidienne et publique. C'est agir pour que l'intérêt général l'emporte sur les intérêts particuliers.

Solidarité

C'est l'attitude d'ouverture aux autres, et aussi d'aide aux plus démunis.

La définition de la citoyenneté et des valeurs qui s'y rattachent, telle que mentionnée ci-dessus, s'appliquent avant tout aux sociétés occidentales. Vu l'héritage colonial des pays africains, on retrouve toutes ces références aussi dans les textes officiels de nos pays. Mais qu'en est-il des sociétés africaines pré-coloniales ?

Tout d'abord, il faudrait avoir à l'esprit que bien avant la pénétration coloniale occidentale sur le continent, l'Afrique, avec ses empires, a connu aussi des structures et organisations de type étatique, avec des textes fondamentaux dans lesquels étaient définis certains principes, des droits et des valeurs fondamentales. C'est le cas par

exemple de l'Empire du Mali avec la Charte du Mande. Cette charte est considérée comme un corpus juridique. Voici ce qu'on trouve à ce sujet sur Internet.

« Après un préambule « à l'adresse des douze parties du Monde et au nom du Mandé tout entier », la charte mentionne sept paroles, qui sont autant d'entêtes d'articles de la charte :

- « Une vie n'est pas plus ancienne ni plus respectable qu'une autre vie, de même qu'une autre vie n'est pas supérieure à une autre vie »;
- « Que nul ne s'en prenne gratuitement à son voisin, que nul ne cause du tort à son prochain, que nul ne martyrise son semblable »;
- « Le tort demande réparation »;
- « Pratique l'entraide »;
- « Veille sur la patrie »;
- « La faim n'est pas une bonne chose, l'esclavage n'est pas non plus une bonne chose »;
- « La guerre ne détruira plus jamais de village pour y prélever des esclaves; c'est dire que nul ne placera désormais le mors dans la bouche de son semblable pour aller le vendre; personne ne sera non plus battu au Mandé, a fortiori mis à mort, parce qu'il est fils d'esclave »;
- « Chacun est libre de ses actes, dans le respect des interdits des lois de sa patrie ».

Selon les transcripteurs de la charte du Manden, l'abolition de l'esclavage fut une œuvre maîtresse de Soundiata Keïta et de l'Empire du Mali. On trouverait dans cette charte les notions de respect de la vie humaine, de droit à la vie, les principes d'égalité et de non-discrimination, de liberté individuelle, de justice, d'équité et de solidarité. En contestant l'esclavage, elle identifierait la violence des situations comme précédant la violence de la guerre.»

La totalité du texte de la charte se trouve en annexe du document.

Comme on le voit, lorsque nous parlons aussi bien de démocratie que de citoyenneté en Afrique, nos références ne doivent pas se cantonner aux états post-coloniaux tels que nous les connaissons aujourd'hui. Nous devons jeter un regard global sur l'histoire générale de l'Afrique, un regard qui n'est pas limité dans le temps. En outre, nous devons aussi identifier les valeurs fondamentales relatives à la démocratie et à la citoyenneté qui existent encore dans les sociétés africaines – notamment dites traditionnelles – et comment elles sont véhiculées et vécues au quotidien.

Par ailleurs, en tant qu'éducateurs et cadres d'un ministère responsable de l'éducation de l'ensemble des populations du pays, nous devons nous demander quelles sont les implications en termes d'éducation à la citoyenneté.

A ce sujet, une éducation à la citoyenneté doit avant tout préparer les élèves à vivre en société et à devenir des citoyens responsables, conscients des principes et des règles qui fondent la démocratie. Elle doit aussi faire partager les valeurs, la connaissance et la compréhension des principes politiques, légaux et socio-culturels.

Ce qu'il faut aussi préciser, c'est que l'éducation à la citoyenneté et à la démocratie est indissociable de l'éducation pour le développement, plus précisément pour le développement accéléré et durable de l'Afrique.

Lors de sa Triennale qui s'est tenue à Ouagadougou en février 2012, l'ADEA (Association pour le Développement de l'Education en Afrique) a insisté sur la nécessité de promouvoir des connaissances, compétences et qualifications critiques pour un développement accéléré et durable de l'Afrique, pour lequel les réformes des systèmes d'éducation et de formation sont le moteur.

Pour ce faire, un des trois socles de compétences que l'ADEA préconise est un socle commun de compétences pour une citoyenneté africaine responsable et active en développement durable.

Pour transformer les promesses actuelles d'avenir en développement durable, l'ADEA voit trois étapes.

Une première étape consiste à revisiter le passé pour mieux maîtriser les voies de l'avenir. Il faudrait donc « reconstruire la mémoire et la conscience historique de l'Afrique, car elles sont porteuses des missions du présent et de l'avenir. Nous avons besoin de savoir d'où nous venons pour savoir où nous allons ».

La deuxième étape consiste à définir une vision commune de l'avenir du continent avec l'ensemble des acteurs concernés, et la troisième étape est de placer l'éducation, la formation et l'emploi au cœur des politiques d'aujourd'hui et de demain.

L'ADEA préconise de favoriser l'acquisition de trois compétences de base pour une citoyenneté africaine responsable et active qu'elle considère comme la base du développement durable. Il s'agit des compétences qui suivent.

- Compétences de communication et d'apprentissage tout au long de la vie Cela concerne la maîtrise des langues, de la lecture, et de la numération, ainsi que les capacités d'observation, d'analyse, de réflexion critique, de résolution de problèmes et de prise de décision.

- Les compétences d'insertion dans la société et le monde du travail. Il s'agit de développer les capacités sociales et citoyennes du vivre ensemble démocratique par le dépassement des discriminations et des conflits et la mise en œuvre d'un esprit de coopération et de paix. Il s'agit également d'acquérir les compétences génériques permettant d'absorber positivement le développement économique et social avec un esprit d'initiative et de créativité et une vision positive du monde du travail.

- Les compétences de développement personnel et de construction d'une identité africaine. Elles doivent permettre à chacun d'affronter les défis vitaux que sont les problèmes de santé, de nutrition, de protection sociale et de combattre la spirale de la pauvreté. Elles ont également pour finalité de prendre en compte la diversité historique et culturelle du continent, pour faire avancer les valeurs de solidarité et de paix et ainsi participer au mouvement de l'intégration et de la renaissance africaine.

Dans les discussions qui ont suivi la présentation sur la démocratie et la citoyenneté, le groupe a porté un regard critique sur ce qui se passe actuellement dans le paysage

politique africain – plus particulièrement au Niger -, et qui porte un sérieux préjudice à la promotion d'une démocratie et d'une citoyenneté qui reflètent toutes ces valeurs.

Sous forme de brain-storming, ont été rassemblées les observations qui suivent. Ces observations n'ont pas été triées et classées. Elles reflètent différents points de vue du groupe d'étudiants.

- La méconnaissance des lois, même chez beaucoup d'intellectuels.
- La manipulation des populations non lettrées par des intellectuels.
- La culture démocratique incombe-t-elle aux partis politiques ?
- Il y a beaucoup d'analphabètes qui jouent un rôle prépondérant à la tête des partis politiques, grâce à leurs richesses.
- Les blocages de la démocratie viennent du fait que les intellectuels font appel à ces riches analphabètes pour les appuyer.
- Le problème de morale et d'intégrité.
- Les gens n'ont pas la culture de la citoyenneté.
- L'impunité et le fait qu'il n'y a pas de sanctions.
- Le jeu des intérêts, qui amène les individus à se demander : « que vais-je gagner dans cette affaire », et qui relègue l'intérêt général au second plan.
- La façon de concevoir la politique, à savoir ceux qui vivent pour la politique et ceux qui vivent de la politique. On pourrait dire qu'en politique « la fin et la faim justifient les moyens ».
- Les intellectuels se font prendre à leur propre piège.
- Les gens croient plus facilement aux beaux-parleurs. Est-ce dû au fait que nous appartenons à des sociétés orales ?
- Le manque d'esprit critique par rapport aux programmes des partis politiques.
- Le niveau d'éducation de la population n'est pas une garantie pour la démocratie.
- La notion de démocratie n'est pas comprise. Il n'y a pas d'appropriation du contenu de la démocratie.
- La corruption généralisée et les intérêts individuels.
- Insuffisance du vote-sanction par le peuple pour amener les politiques à respecter leurs engagements.
- Le problème de maîtrise des langues nationales pour mieux communiquer dans le cadre du débat démocratique.

Toutes ces observations n'ont pas fait l'objet de discussions approfondies, par manque de temps. Il aurait fallu les analyser une par une, demander des clarifications, et surtout voir leurs implications pour le développement de la démocratie et de la citoyenneté.

De manière générale, tout ce qui a été dit dans les paragraphes précédents sur la démocratie et la citoyenneté et leurs caractéristiques pose la question suivante : comment traduire tout cela en contenu d'éducation et de formation, aussi bien dans le système formel que dans le non formel ? Qu'est-ce cela implique comme pédagogie, quelles sont les transformations précises que cela doit produire dans la société dans son ensemble, afin qu'il y ait une véritable démocratie participative renforcée par une citoyenneté responsable ?

CULTURE DE PAIX

Quelques considérations générales relatives à la culture de paix.

- Démocratie et citoyenneté impliquent des droits et des devoirs.
- Si l'exercice de ces droits est entravé, cela provoque un sentiment d'injustice, des frustrations, la colère, la haine, qui peuvent déboucher sur la révolte, voire des conflits et même la guerre.
- Si l'exercice des devoirs liés à la démocratie et à la citoyenneté n'est pas assuré, cela implique aussi le désordre, la pagaille, l'individualisme, les querelles, les conflits.
- Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de guerre qu'il y a la paix. En effet, la violence quotidienne – provoquée par la colère, les frustrations et les insatisfactions – ne favorise pas la paix. Or, il y a la violence au sein des familles, sur le lieu de travail, dans la société dans son ensemble (due aux problèmes d'insatisfaction des besoins, de partage de pouvoir, de partage des richesses, de non reconnaissance des uns et des autres, de leur identité, etc…).
- La paix est aussi et avant tout un état d'esprit. En effet, pour être en paix avec les autres, il faut être en paix avec soi-même.
- Comme le souligne l'UNESCO, « si la guerre naît dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes qu'il faut semer les graines de la paix ». Donc nous devons changer notre état d'esprit pour promouvoir la culture de paix.
- S'aimer pour pouvoir aimer les autres.

Comment promouvoir une culture de paix ?

- À partir de certaines valeurs et de mécanismes endogènes de promotion d'une culture de paix (justice, solidarité, objectivité, parenté à plaisanterie, par exemple).
- Par des approches d'éducation pour la paix, en famille, dans les écoles, dans les centres d'éducation des adultes.
- Par des mécanismes de gestion de conflits sur les lieux de travail.
- Par l'enseignement et la diffusion de certaines valeurs fondamentales - telles que l'amour, la rigueur, la liberté, l'idéal, la beauté, la détermination.

PRESENTATION DE MADAME ABUBACAR sur une expérience de culture de la paix au Niger

NB. Demander à Madame Abubacar le contenu de sa présentation, pour l'intégrer dans ce document.

Après cette introduction sur la culture de paix et la présentation de Madame Abubacar sur l'exemple du projet mené au Niger, le groupe a relevé les facteurs suivants qui menacent la paix dans le pays.

- Il n'y a pas de garantie pour certains droits, la liberté d'expression.

- L'injustice
- La pauvreté
- L'intolérance, le manque de dialogue
- Le manque de solidarité, l'individualisme, qui débouchent sur une certaine frustration et la haine.
- La violence
- L'ethnocentrisme (qui se traduit par certains propos ethnocentriques tenus actuellement, tel que « les Haoussa ne savent pas gouverner »).
- La richesse suscite la convoitise.
- La mauvaise gouvernance.
- L'ignorance, la méconnaissance de nos valeurs traditionnelles (par exemple les mécanismes traditionnels de règlement de conflits).
- Certains médias participent à la déstabilisation (ex : les films violents, les feuilletons diffusés).
- Les insultes sur les réseaux sociaux.
- L'aggravation de l'écart entre riches et pauvres.
- La circulation des armes de manière non contrôlée.
- L'instabilité politique et institutionnelle.
- La mauvaise gestion des ressources naturelles (uranium, or, pétrole, gaz).
- L'avènement du terrorisme.
- Les inégalités et injustices sociales.
- Le blanchissement d'agent.
- La corruption.

Dans ces conditions, pour cultiver la paix, le groupe estime qu'il faudrait

- commencer en même temps au niveau de la cellule familiale et au sommet des instances politiques,
- utiliser les médias pour promouvoir la paix,
- reconnaître et promouvoir le rôle des écrivains dans la culture de la paix,
- impliquer certains acteurs tels que les agriculteurs et les éleveurs dans la recherche de la paix,
- privilégier la médiation dans la gestion des conflits,
- réviser les curricula,
- former les leaders politiques,
- faire appel à des groupes de sages pour les processus de médiation.

La discussion s'est poursuivie avec la participation du directeur de l'IFAENF et de Monsieur Laouali Malam Moussa, ancien directeur de la Direction de l'alphabétisation et conseiller au Ministère de l'éducation nationale. Il s'agissait d'échanger quelques idées sur les trois thèmes de la semaine et sur la suite à donner à cet enseignement.

De ces échanges ressortent les idées complémentaires ci-dessous.

- Dans le cadre de l'axe gouvernance locale, des stratégies communautaires sur la sécurité et la cohésion sociale ont été développées. Cela a concerné 70 communes, avec des forums de sensibilisation sur la prévention et la gestion

des conflits latents organisés dans le département d'Agadez avec les communautés Touareg et Toubou, et d'autres rencontres aussi dans le département de Tahoua. Ce serait utile de faire l'inventaire de ces forums communautaires, de leurs méthodologies et des résultats obtenus.

- L'expérience du Niger est en train de prendre de l'envergure avec le projet SDS Sahel. Ce projet, qui a comme leitmotiv « Ensemble oeuvrons pour la paix, la sécurité et le développement », a pour objectif d' « Avoir un espace Sahélo-Saharien où l'insécurité est éradiquée de manière durable de concert avec tous les acteurs locaux, nationaux et internationaux concernés et que les conditions de bien-être individuel et collectif sont effectivement mises en place et bénéficient de manière équitable à toutes les communautés qui y vivent et qui partagent profondément le sentiment d'appartenance à tous les niveaux, respectent scrupuleusement les valeurs démocratiques de justice et de dignité humaine » (citation provenant du site-web du projet). Notons que le Niger est en charge depuis décembre 2013 du Secrétariat exécutif de la Communauté des Etats sahélo-sahariens (CEN-SAD), communauté régionale créée en 1998 et qui regroupe actuellement 28 Etats africains.

- Cet objectif poursuivi par le projet SDS est primordial pour le Niger – et aussi pour les autres pays de la région -, car même si le processus de paix est engagé, les problèmes ont persisté malgré la signature de paix. En effet, l'exclusion sociale et économique demeure un problème majeur de développement. Beaucoup de gens ont l'impression que les règles sont fixées de telle manière que ça soit les mêmes personnes et leurs proche++s qui profitent de tout. Ils ne se sentent pas concernés par des programmes conçus par d'autres et dans lesquels ils n'ont pas été impliqués dès le départ.

Quelques pistes pour promouvoir la démocratie, la citoyenneté et la paix

- Corriger la perception de la citoyenneté, changer les mentalités à travers des programmes d'alphabétisation valorisants et véhiculant une véritable notion de la citoyenneté débouchant sur des compétences définies.
- Alphabétiser les élus locaux.
- Développer des modules sur la citoyenneté et l'éducation civique dans les centres d'éducation.
- Rassembler et disposer d'une documentation appropriée sur l'éducation à la citoyenneté. (NB. « Fondements et philosophie de l'éducation des adultes en Afrique », par Abdel Rahamane Baba-Moussa, Laouali Malam Moussa, José Rakotozafy, Presses universitaires d'Afrique).
- Aider les enseignants à s'approprier les différents concepts et à les utiliser quotidiennement.
- Elargir la notion d'éducation.
- S'approprier les valeurs liées à la démocratie et à la citoyenneté et les enseigner dans le cadre de toutes les formes d'éducation (écoles, centres d'alphabétisation et d'éducation non formelle, écoles coraniques, etc…).

- En tenir compte dans le cadre de la réforme curriculaire.
- Dynamiser les bibliothèques et les clubs de lecture pour sensibiliser les gens.
- Impliquer dans les processus de médiation des médiateurs reconnus pour leur neutralité et l'absence de préjugés.
- Capitaliser les expériences et programmes du passé sur l'éducation à la démocratie (par exemple le programme d'alphabétisation et démocratie dans la région de Tillabéri), les améliorer et les actualiser par rapport aux préoccupations relatives à la démocratie et la culture de paix.
- Cibler aussi les groupes de lettrés, qui doivent changer de comportement dans l'optique d'une démocratie, citoyenneté et culture de la paix.
- Profiter de la journée internationale de l'alphabétisation comme canal de diffusion pour des messages de paix, en organisant des concours littéraires.
- Développer la recherche avec le Master2, en évaluant la mise en œuvre des différents programmes de développement, et en essayant de comprendre pourquoi de belles initiatives n'ont pas abouti après l'arrêt de l'appui externe.

Cette discussion s'est terminé avec quelques remarques du Directeur de l'IFAENF, Monsieur Galy Kadir Abdelkader. Pour lui, il ne s'agissait pas de conclure les travaux de la semaine. Il voyait le rôle de ce cours comme la possibilité de créer une ouverture. Il estimait par conséquent que ce cours doit continuer sous la forme d'une communauté d'apprentissage, par un échange et une interaction permanente facilités par l'utilisation de Dropbox. Par ailleurs, il pense que les thèmes développés doivent faire l'objet de mémoire de recherche permettant de faire l'inventaire et l'analyse des initiatives développées dans le domaine de la démocratie, de la citoyenneté et de la culture de la paix.

REMERCIEMENTS

Je voudrais saisir cette occasion pour remercier encore une fois le directeur de l'IFEANF pour sa confiance et son estime, pour son accueil amical et fraternel, et pour toutes les facilités qu'il a mises à ma disposition au cours de mon séjour à Niamey.

Je voudrais aussi remercier le groupe d'étudiants du Master 2 pour l'intérêt qu'ils ont manifesté pour le cours, pour leur courtoisie et leur accueil plein de chaleur humaine, et pour l'engagement dont ils ont fait preuve durant le déroulement des sessions.

Je voudrais enfin demander au directeur de l'IFEANF de bien vouloir transmettre mes remerciements et mes salutations cordiales à tout son staff, à Madame Sani Abubacar (pour son appui et son input pendant les sessions), à mon ami et frère Laouali Malam Moussa, et à mes anciens étudiants – aujourd'hui collègues – du CFCA.

Ahlin Byll-Cataria

Ancien formateur du CFCA